

**N° 6966<sup>3</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2015-2016

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****relatif à la participation du Luxembourg à la mission spéciale  
d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopéra-  
tion en Europe menée en Ukraine**

\* \* \*

**AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS**

(21.4.2016)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 9 mars 2016 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre des Affaires étrangères et européennes. Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a donné son avis positif le 25 janvier 2016.

Selon l'exposé des motifs, l'objet du présent projet de règlement grand-ducal consiste à déployer un luxembourgeois à la mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe menée en Ukraine. Le Gouvernement souhaitant pouvoir augmenter le nombre de participants ultérieurement, l'article 2 du texte initial du projet permet de déployer „un ou plusieurs participants civils“. La mission a été instituée dans le contexte des accords de Minsk en 2014 et est entretemps reconnue par toutes les parties comme un facteur essentiel pour la stabilisation de l'est de l'Ukraine. La mission est chargée notamment de réunir des informations et faire rapport sur la situation de sécurité dans la zone d'opération, d'établir et de rapporter les faits sur le terrain, de nouer des contacts avec les autorités locales, régionales et nationales et les populations et de faciliter le dialogue sur le terrain afin de contribuer à la stabilité.

Dans son avis du 25 mars 2016, le Conseil d'Etat souligne que conformément à l'article 2, paragraphe 3, de la loi précitée du 27 juillet 1992 qui sert de base légale au projet sous avis, il échet de déterminer dans le règlement grand-ducal les „modalités d'exécution“ de la loi. Ainsi, selon le Conseil d'Etat, le texte en projet doit indiquer notamment la limite supérieure des participants ainsi que la limite spatiotemporelle de la mission. Par ailleurs, le Conseil d'Etat demande l'ajout d'une fiche financière renseignant du coût budgétaire qu'engendrera la future mission. En absence de ces précisions, le Conseil d'Etat donne à considérer que le règlement grand-ducal en projet risque de s'exposer à la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Dans sa prise de position communiquée à la Chambre des Députés suite à l'avis du Conseil d'Etat, le Gouvernement fixe la limite supérieure à deux participants. Au vu des dispositions du contrat de travail du premier participant luxembourgeois, du prolongement régulier de la durée de la mission SMM par l'OSCE et des contraintes procédurales, le Gouvernement préconise de garder une certaine flexibilité pour ce qui est de la durée exacte de la participation du Luxembourg. Le premier participant sera déployé pour une durée de six mois renouvelable. D'autres participants luxembourgeois pourraient suivre.

Le coût de l'engagement est estimé à 29.996 euros pour 2016 et sera couvert par la provision globale pour engagements de renforcement temporaires figurant au budget des recettes et dépenses de l'exercice afférent.

Le Gouvernement donne suite aux remarques faites par le Conseil d'Etat à l'endroit des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 8, et prend en compte les remarques d'ordre légistique émises par le Conseil d'Etat. Le nouveau texte introduit par le Gouvernement ne modifie pas la substance du projet de règlement grand-ducal.

\*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du règlement grand-ducal et rend un avis positif au texte tel que modifié suite à l'avis du Conseil d'Etat tout en invitant le Gouvernement à procéder au redressement de l'article 9 de manière à ce que celui-ci ait la teneur suivante: „Notre ministre des Affaires étrangères et européennes **est chargé** de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial“.

Luxembourg, le 21 avril 2016

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Mars DI BARTOLOMEO